

La BDL aurait souscrit des bons du Trésor en livres à 1 %**DETTE**

Moody's a estimé hier que l'éventuelle obtention par le Liban d'une aide internationale aurait un impact positif sur le risque souverain du pays.

P.H.B.

La Banque du Liban (BDL) aurait récemment souscrit 3 000 milliards (environ 2 milliards de dollars au taux officiel) de bons du Trésor émis par l'État libanais avec des rendements à 1 %, bien au-dessous des taux du marché. Relayée hier par le quotidien al-Akhbar et l'agence Bloomberg, citant des sources anonymes proches du dossier, l'information a été confirmée à L'Orient-le Jour par une source bancaire, qui n'a toutefois pas fourni plus de détails sur le calendrier de l'opération. Contactés, la BDL n'a pas réagi, tandis que le service de presse du ministère des Finances n'a pas confirmé l'information.

Selon les sources interrogées, la transaction doit permettre de compenser les intérêts que doit payer l'État qui a émis en novembre deux nouvelles séries d'obligations en devises de 1,5 milliard de dollars chacune arrivant à échéance respectivement en 2029 et 2035, pour des rendements de 11,5 % et 12 %. Le pays venait alors de rembourser une échéance d'eurobonds – titres de dette libanaise en dollars – d'un montant principal de 1,5 milliard de dollars, la troisième de l'année après celles d'avril et de mai dont les montants respectifs étaient de 500 et 650 millions de dollars.

Instabilité macroéconomique

Bloomberg a évoqué une « ingénierie budgétaire » visant à gagner du temps. Al-Akhbar a, pour sa part, précisé que la dernière émission de 3 000 milliards de livres avait été réalisée en deux temps, avec une première de 1 500 milliards de livres le 18 novembre dernier et une seconde du même montant hier dans le cadre d'un accord entre la BDL et le ministère. Si elle n'a pas formellement confirmé l'ensemble de ces détails, la source bancaire a néanmoins indiqué que c'est grâce à ces opérations que l'État avait été en mesure d'assurer les liquidités nécessaires pour financer les rémunérations des agents de la fonction publique.

Mercredi dernier, le ministre des Finances, Ali Hassan Khalil, avait assuré que les fonctionnaires percevraient leurs salaires avant le 25 décembre. Il avait également déploré que le montant des recettes espérées par l'État en 2019 avait drastiquement baissé au cours des derniers mois, marqués notamment par les manifestations massives contre le pouvoir qui se poursuivent depuis le 17 octobre et au cours desquelles les banques du pays ont fermé leurs portes pendant une vingtaine de jours.

Mais la situation du pays était déjà très précaire avant le début de la contestation, au point de pousser la BDL puis les banques à mettre en place des mesures informelles de contrôle du change et des capitaux. Ces mesures ont notamment provoqué une hausse du prix du dollar chez les changeurs où il se négocie autour de 2 000 livres tandis que sa valeur est officiellement toujours de 1 507,5 livres, et ont un peu plus plombé une partie du secteur privé en limitant les transferts à l'étranger.

Des répercussions qui ont eu un impact sur l'évaluation du risque souverain du pays, dont la dette publique a dépassé la barre des 87 milliards de dollars à fin octobre (voir encadré) et convaincu les agences de notation que le Liban ne pouvait pratiquement plus s'en sortir sans soutien international. L'agence de notation américaine Moody's, l'une des trois principales avec Fitch et Standard & Poor's, a annoncé dans une note hier que la possible obtention par le Liban d'une aide émanant du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale aurait un impact positif sur le risque souverain du pays et sa stabilité « macroéconomique ».

Une réaction qui survient quelques jours après que le Premier ministre sortant, Saad Hariri, eut annoncé avoir contacté le président de la Banque mondiale, David Malpass, et la directrice exécutive du Fonds monétaire international, Kristalina Gueorguieva, pour réaffirmer son engagement à préparer un « plan urgent de sauvetage » et à solliciter l'assistance technique des deux organisations dans cette optique. Moody's soutient que « sans l'aide technique et financière des deux institutions américaines, ainsi que celle des donateurs internationaux (ceux de la conférence de Paris d'avril 2018, la CEDRE), le risque d'instabilités macroéconomiques extrêmes augmente ».

Alors qu'elle avait déjà dégradé la note souveraine du pays à deux reprises cette année (en janvier et en novembre, de « B3 » à « Caa2 »), l'agence a en outre revu partiellement mercredi dernier son évaluation des trois banques libanaises qu'elle surveille, réagissant alors à la décision de la Banque du Liban de plafonner les taux d'intérêt sur les dépôts bancaires à venir, en livres et en dollars. Le lendemain, Fitch a décidé de dégrader à « CC » la note souveraine ainsi que celle des banques qu'elle observe.